

## COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

**Veille du 27 avril 2020**

### **Résumé :**

**L'approvisionnement alimentaire de la péninsule ibérique reste assuré, sans rupture particulière.**

Toutefois, la **pénurie de main d'œuvre agricole reste très préoccupante**. A ce jour, près de 93 000 candidatures ont été recueillies par les plateformes espagnoles de recrutement, avec une répartition géographique très déséquilibrée. **Certaines régions espagnoles et le Portugal militent pour l'ouverture exceptionnelle des frontières aux saisonniers agricoles étrangers.**

Sans perspective précise de début de réouverture, le secteur de l'**hôtellerie-restauration** redoute une chute de 45% de son chiffre d'affaires et la perte de 500 000 emplois directs en 2020.

Inquiets pour leurs débouchés, les producteurs de **porc ibérique** demandent eux-aussi le stockage privé.

Confrontés à la chute des revenus et aux retards de paiements, plusieurs **bodegas** ont dû recourir aux lignes de crédit mises en place par le Gouvernement (ICO) et au chômage partiel ciblé (activité d'œnotourisme, activité commerciale auprès de la restauration hors domicile). Face au spectre de la saturation du marché après les prochaines vendanges, les professionnels demandent un appui renforcé du Gouvernement.

A l'heure où les producteurs sont confrontés à la surproduction, les tensions sur les importations espagnoles de **lait** persistent.

Perspectives sombres pour la **cerise** espagnole, en raison d'incidents climatiques cumulés au manque de travailleurs disponibles dans le contexte de la crise du Covid-19.

Les **régions espagnoles** redoublent d'efforts pour soutenir les filières agricoles locales.

Début de campagne compliquée pour la pêche à l'**anchois** au Pays basque espagnol, sans difficultés particulières pour le **thon rouge** dans les madragues de Cadix.

## **ESPAGNE**

### **Filières agricoles**

#### **• Vins**

**Les chiffres du premier trimestre 2020 confirment l'impact du Covid sur la filière viticole espagnole.**

Selon les chiffres de la Fédération espagnole du vin (FEV), la baisse d'activité moyenne de la filière serait de l'ordre de -35% sur le premier trimestre 2020. En décomposant les chiffres par mois, le lien avec l'épidémie apparaît clairement : les +5% de chiffre d'affaire enregistrés en janvier et en février 2020 ne suffisent pas à compenser les -70% de mars 2020. La fermeture de la restauration hors domicile est la principale responsable de cet effondrement : pour rappel, ce canal représente en Espagne près de la moitié du total des ventes en volume, et les deux tiers en valeur. Plusieurs bodegas ont dû avoir recours aux lignes de crédit mises en places par le Gouvernement (ICO), afin d'éviter les faillites face à la chute des revenus d'un côté et aux retards de paiements de l'autre.

**Face au risque de saturation du marché après les prochaines vendanges, les professionnels demandent un appui renforcé du Gouvernement.** Cette saison s'annonce en effet complexe pour les viticulteurs. En plus des incertitudes en matière de disponibilité de main d'œuvre, c'est la demande insuffisante et la gestion des stocks non écoulés cette année qui inquiètent. Les problèmes de trésorerie rencontrés par certains établissements les empêcheront en effet d'acheter autant que d'habitude, alors même que les volumes devraient être au rendez-vous. En face, le niveau de la demande reste très incertain. Hausse de production et baisse de demande font donc augurer une poursuite de la dynamique de chute de prix, qui pourrait toucher certains secteurs plus que d'autres, notamment les producteurs de Cava (qui disposent déjà de stocks très élevés actuellement). Certains groupes (Torres, Vilarnau ou Freixenet) demandent ainsi à l'administration une aide directe pour encaisser le choc. Ils se joignent également à ceux qui demandent depuis plusieurs jours la possibilité d'activer le dispositif de distillation de crise pour réduire les excédents.

- **Porc**

**Les producteurs de porc ibérique demandent eux-aussi le stockage privé.** Le Gouvernement d'Estrémadure, ainsi que le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja), demandent à ce que l'Etat central étende les aides au stockage privé (autorisées par l'UE la semaine dernière) aux producteurs de porc ibérique. Produit haut de gamme, il est habituellement consommé dans la restauration hors domicile (50% des ventes en moyenne, et jusqu'à 90% pour certaines marques comme « Cinco Jotas », « Beher » ou « Joselito »). La fermeture de la RHD jusqu'à nouvel ordre met donc en grand danger toute la filière. La principale période d'abattage ayant pris fin juste avant l'état d'alerte, les éleveurs ont été relativement préservés à court terme, contrairement aux acteurs suivants dans la chaîne d'approvisionnement (grossistes, transformateurs, etc.) qui ont dû faire face dès les premiers jours à la chute des prix et au surstock. Cette configuration défavorable concernera toutefois également les éleveurs à moyen/long-terme : les débouchés futurs des porcs actuellement à l'engraissement sont très incertains, si bien que certains producteurs tentent déjà de réduire le rythme de croissance (dans un contexte où les prix de l'alimentation animale sont également à la hausse). Certains éleveurs demandent d'ailleurs des subventions à la réduction de production (abattage de 15 à 20% des cochons jeunes) pour éviter la surproduction et favoriser une remontée des prix. Une autre solution évoquée est celle de l'export vers l'Asie, très demandeuse en viande porcine, mais dont le goût pour la viande de porc ibérique, plus grasse, n'est pas assuré.

- **Lait**

**Tension sur les importations de lait.** L'organisation des producteurs laitiers AGAPROL-OPL a fait part au ministère de l'Agriculture, à l'Agence de contrôle et d'information sur l'alimentation (AICA) et aux responsables des administrations autonomes de son inquiétude concernant l'achat, par certaines industries laitières, de lait en dessous du coût de production. L'origine pays tiers de ces laits importés n'exempte pas les industriels des accords et règlements en vigueur en Espagne. Les pratiques pourraient enfreindre les articles 1 et 12 du décret-loi royal 5/2020 en ce qui concerne les coûts de production et la destruction de la valeur dans la chaîne alimentaire.

- **Cerises**

**Une campagne calamiteuse en perspective.** Les pluies, le gel et la grêle ont touché plusieurs régions productrices de cerises en Espagne, notamment l'Estrémadure, l'Aragon, Valence, la Catalogne et Castille-et-Léon. À Fraga, l'une des régions les plus précoces de la province de Huesca, les pluies constantes pendant plus de 4 jours (jusqu'à 60 litres/m<sup>2</sup>) ont gâché la récolte des variétés extra précoces. A ces mauvaises conditions climatiques s'ajoute le manque de travailleurs disponibles en raison de la crise du Covid-19.

- **Fruits et légumes**

**Chute brutale des prix d'achat aux producteurs de certains fruits et légumes.** La Coordination andalouse des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG) dénonce la chute brutale des prix aux producteurs de certains légumes, malgré l'augmentation de la consommation des ménages. Par exemple, les tomates grappe sont payées 0,18 euros, les concombres 0,23 euros, les aubergines 0,27 euros et les courgettes vertes 0,33 euros. Selon les données officielles, la consommation de légumes pendant la pandémie a augmenté de 44 %, alors que les prix aux producteurs ont chuté jusqu'à 77 %.

- **Fleurs et plantes**

**Les producteurs et jardinerie continuent de demander une réouverture pour sauver ce qui peut encore l'être.** Le secteur exige que la vente de plantes et de fleurs dans les jardinerie, chez les fleuristes et dans les supermarchés soit autorisée en Espagne, comme c'est le cas dans d'autres pays de l'UE, où le commerce de fleurs, de plantes, d'engrais et d'aliments pour animaux domestiques a été classé comme "besoins fondamentaux non alimentaires". L'association des organisations de producteurs de fruits et légumes d'Almeria (Coexphal) a souligné que la crise sanitaire du covid-19 a "paralysé" la demande nationale et internationale pour ce produit "périssable" qui "ne peut être stocké", ce qui "entraîne la destruction de millions de plantes et de fleurs dans toute l'Andalousie". Elle précise que cela touche, rien qu'à Almeria, plus de 300 producteurs et représente des pertes de plus de 100 M€ de chiffre d'affaires.

- **Olives**

**La colère monte d'un cran chez les producteurs oléicoles.** L'Union des petits agriculteurs et des éleveurs (UPA) lance une campagne d'information et de contrôle sur l'huile d'olive pour exiger une application stricte de la nouvelle loi sur la chaîne agroalimentaire dans tous les secteurs, et ce avec un avertissement très clair : "Certains s'enrichissent aux dépens des oléiculteurs ; et la loi doit empêcher cela." La ministre andalouse de l'agriculture, Carmen Crespo, a tenu une réunion avec les représentants des principales coopératives et entreprises de transformation des olives pour évaluer la situation six semaines après la déclaration de l'état d'alerte. La crise du Coronavirus n'a pas fait monter les prix de l'huile d'olive, un secteur qui a commencé l'année 2020 avec des manifestations de protestation contre la baisse des revenus des exploitations oléicoles, qui, dans certains cas, ont dû écouler leurs produits en dessous des coûts de production. Le ministère régional de l'agriculture et le secteur de l'huile d'olive considèrent qu'il est essentiel d'explorer des mécanismes d'autorégulation (extension des normes, réduction de l'offre, stockage privé, ...).

- **Bovin**

**Mise à mal du projet de l'interprofession pour développer l'export.** L'interprofession de la viande bovine, Provacuno, a dû mettre en pause la stratégie qu'elle avait conçue pour ouvrir de nouveaux marchés asiatiques, comme le Japon. Elle souhaite cependant la réactiver une fois que la situation se sera normalisée. À cela s'ajoute la baisse des ventes des viandes les plus nobles en raison de la fermeture du secteur de la restauration, qui met donc en difficulté certains professionnels du secteur.

### Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

**Les régions pleinement engagées dans le soutien aux filières agricoles :**

- **Le Gouvernement des Baléares s'engage à racheter tous les produits frais invendus aux producteurs pour les redistribuer.** Ces surstocks de denrées alimentaires seront rachetés à prix garanti et distribués aux personnes vulnérables, aux associations et aux autres entités à but non lucratif.
- **4,8 M€ supplémentaires débloqués en Estrémadure pour venir en aide aux filières agricoles.** Cette enveloppe s'intègre dans un large plan de soutien aux PME et aux indépendants (64,8 M€), qui vise à "engager la relance du tissu économique local et le maintien de l'emploi régional". Elles sont complémentaires des aides nationales, et visent donc, selon le Gouvernement régional, à "accélérer la reprise". Parmi les 60 M€ restants, une partie sera dédiée aux autres acteurs de l'approvisionnement alimentaire et du tourisme (commerçants, transporteurs, restaurateurs, etc.).
- **Subvention de 120 € par enfant pour les achats alimentaires des familles en difficultés aux Baléares.** Fruit d'un partenariat avec *Caixa Bank*, cette initiative de la conseillère régionale à l'éducation vise à distribuer des cartes préchargées (à hauteur de 120 €/enfant) aux familles auparavant bénéficiaires de la gratuité dans les cantines scolaires, afin d'alléger le poids de l'achat des denrées alimentaires dans leurs budgets.
- **La Castille-et-León complètera les aides du Gouvernement aux éleveurs ovins et caprins, et les étendra si nécessaire aux éleveurs de cochons de lait.** Lors d'une conférence de presse donnée le 25 avril, le conseiller en charge des affaires agricole pour la région a détaillé les mesures mises en place jusqu'à aujourd'hui pour accompagner les acteurs de l'approvisionnement alimentaire. Parmi celle-ci, on trouve notamment un complément d'aide aux éleveurs ovins et caprins, "très spécialisés" et dont près de 90% de la production seraient habituellement dédiés à la restauration hors domicile. Il appelle par ailleurs de nouveau le Gouvernement à étendre ces aides aux éleveurs de cochon de lait, et s'engage, dans le cas contraire, à les soutenir financièrement eux-aussi. La taille de l'enveloppe et le montant des compléments n'ont en revanche pas été détaillés. D'autres dispositifs, déjà annoncés dans les jours précédents, ont été rappelés : aide de 65 M€ aux coopératives et industries agroalimentaires, dispositif de mise en relation des producteurs avec les distributeurs pour favoriser les produits locaux, augmentation des affiliés au label "Tierra de sabor" ("Terre de saveurs"), entre autres.
- **Extension des tests sérologiques rapides aux transporteurs de denrées alimentaires dans les établissements de soins de Castille-la-Manche.** Tous les personnels engagés par le Service de santé régional (SESCAM) devront en effet être testés pour le Covid-19, ce qui inclut les transporteurs de denrées alimentaires chargés d'approvisionner les établissements de santé.

**Les marchés alimentaires de plein air au gré des règles locales.** En dépit de l'avis défavorable du Gouvernement central (au motif que la sécurité ne serait pas garantie), les Communautés autonomes ont chacune opté pour des stratégies différentes. Ils ont ainsi été autorisés dès les premiers jours en Catalogne, moyennant les adaptations nécessaires pour protéger vendeurs et consommateurs. Quelques semaines plus tard, les syndicats de producteurs et d'agriculteurs du Pays Basque, ainsi que ceux de Navarre, réussissaient à convaincre leurs Gouvernements respectifs de lever l'interdiction, et de laisser la décision à la discrétion des maires. La Communauté de Valence vient également d'annoncer que les marchés en plein air pourrait rouvrir à partir du 30 avril, sur décision des Maires, et moyennant là-encore la mise en place des mesures de sécurité nécessaire (limitation aux seuls produits alimentaires, distanciation, port de masque et de gants, mise à disposition de solution hydro-alcoolique, etc.). En Andalousie, ainsi qu'en Castille et León, les marchés restent toutefois interdits, au grand dam de certains syndicats qui soulignent la situation très précaire des petits producteurs dépendant pour tout ou partie de ce canal de distribution.

## **Distribution**

**“Saison noire” en perspective pour les restaurateurs.** Selon certaines sources, le chiffre d'affaires de la restauration pourrait chuter de 45% en 2020 (environ 60 Md€ de moins que l'année dernière), et 500 000 emplois directs seraient perdus (sans compter la perte d'emplois indirects), ce qui signifierait une baisse des recettes pour l'État (Sécurité sociale et Trésor public), et une augmentation des dépenses publiques (ERTE, et allocations de chômage). En 2018, le secteur de la restauration en Espagne a réalisé un chiffre d'affaires de 123 Md€ et représentait 6,2 % du PIB et près de 2 millions de travailleurs, selon le dernier annuaire de la Confédération espagnole de l'hôtellerie et de la restauration. Il n'a toujours pas été fixé de date pour la réouverture de ses commerces, plongeant davantage dans l'incertitude le secteur, en particulier pour les établissements liés au tourisme.

**Le secteur de l'hôtellerie-restauration veut aider le Gouvernement à préparer le déconfinement.** Les professionnels du secteur (Hostelería de España, Association des fabricants et distributeurs – Aecoc, Fédération espagnole des industries agroalimentaires - Fiab), souhaitent "aider" l'exécutif de Pedro Sánchez, à partir des connaissances et de la réalité du secteur, à mettre en œuvre un plan de déconfinement de l'industrie hôtelière et de la restauration qui tienne compte de chaque territoire, ainsi qu'un ensemble de mesures qui garantissent la sécurité sanitaire et minimisent l'impact économique pour un secteur qui subit une crise sans précédent. L'industrie hôtelière en Espagne compte plus de 300 000 établissements et génère plus de 1,7 million d'emplois. Selon les données du rapport de Bain & Company et EY, ces entreprises pourraient subir une perte de chiffre d'affaires allant jusqu'à 40 % cette année.

**Carrefour vendra des masques aux particuliers dans ses établissements de Madrid.** La chaîne de supermarchés Carrefour a annoncé qu'elle disposera de masques dans tous ses points de vente de Madrid à partir du 2 mai, et que l'initiative s'étendra progressivement au reste de l'Espagne. Le groupe a inclus ce produit dans sa gamme habituelle pour "garantir sa disponibilité et contribuer à la sécurité de ses clients". Les masques non réutilisables seront vendus par boîtes de dix unités au prix de 8,90 €. La chaîne a également commencé à proposer à ses clients des masques fabriqués à partir de tissu espagnol 100% coton, conçus pour être incorporés au-dessus de tout élément de protection respiratoire et éviter le contact direct du masque avec les mains, ce qui permet de le garder propre plus longtemps.

**Renforcement du service de commande en ligne chez Carrefour avec l'introduction des appels vidéo.** Carrefour a mis à la disposition de ses clients la possibilité de contacter la chaîne par appel vidéo afin de répondre aux besoins actuels des consommateurs et de renforcer l'interactivité avec leurs clients face aux restrictions causées par le Coronavirus. Dans une déclaration, la société a expliqué qu'elle offrait déjà un contact direct avec le responsable de chaque magasin et la possibilité de passer commande par téléphone et par WhatsApp pour des produits informatiques, électroniques, électroménagers, jeux vidéo, de jardin, de maison et de mode. Le nouveau service d'achat par appels vidéo sera disponible dans toutes ses enseignes.

**Chez Mercadona, le confinement profite aux épices, mais pas aux sandwiches.** Nouvelle illustration de l'influence du confinement sur le comportement des consommateurs : Mercadona a indiqué que ses ventes de sandwiches ont chuté de 30 % pendant le confinement, car ce produit est généralement consommé en dehors de la maison. Cela contraste avec la situation d'un autre produit de l'entreprise, les épices, dont les ventes ont augmenté de 50 % pour la même raison, les consommateurs disposant de plus de temps pour cuisiner.

**Viscofan, leader de la fabrication de boyaux pour charcuterie en plein développement malgré la crise.** Viscofan a augmenté son bénéfice net de 20,3 % au premier trimestre de l'année, atteignant 27,4 M€ malgré la crise sanitaire liée au Coronavirus. Le groupe a en effet maintenu une activité commerciale et opérationnelle intense qui a permis à toutes ses usines de continuer à produire tout en appliquant les protocoles de lutte contre le virus, en augmentant l'approvisionnement en matières premières et en renforçant l'activité de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement pour répondre aux commandes des clients et garantir la sécurité de ses travailleurs. Ainsi, l'entreprise navarraise maintient son plan d'investissement pour toute l'année malgré la situation actuelle, dans laquelle elle estime investir 54 M€ en 2020.

**Les élèves de primaires eux aussi ciblés par une campagne de promotion des produits locaux.** Le ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation des Îles Baléares a organisé deux concours pour promouvoir les produits locaux auprès des élèves de l'école primaire. L'initiative, qui s'adresse aux élèves de primaire, vise à promouvoir les produits frais et de proximité auprès des écoliers.

## Mesures de gestion de la main d'œuvre

**Point d'étape sur le recrutement de main d'œuvre agricole et sur le succès des plateformes de candidature.** Depuis la publication du décret-loi Royal 13/2020 du 7 avril (relatif aux modalités exceptionnelles de recrutement de main d'œuvre agricole) plusieurs plateformes en ligne ont été développées pour compiler les candidatures et les offres d'emploi, et permettre un appariement rapide en respectant les critères de proximité (par ailleurs différents en fonction des régions, cf. infra).

S'agissant des initiatives syndicales lancées à l'échelle nationale :

- Le **syndicat des jeunes agriculteurs** (Asaja) indique que sa plateforme (accessible dès le lendemain, le 8 avril) aurait à ce jour reçu près de 90 000 candidatures. 1/5 de ces candidats avaient leur précédent emploi dans l'agriculture, et 1/5 venaient du secteur de l'hôtellerie et du tourisme. De fortes variations géographiques ont également été relevées, avec une surreprésentation de certaines régions : Madrid (34%), Malaga (8,5%), Alicante (8,33%) et Séville (8,33%). Cette répartition ne correspond malheureusement pas parfaitement aux besoins nationaux (trop de candidats à Madrid, par rapport aux faibles besoins, et trop peu de candidats dans d'autres régions demandeuses).
- La **coordination des agriculteurs et éleveurs** (COAG) indique quant à elle avoir reçu 3 000 candidatures sur sa plateforme, ouverte plus tardivement. Un grand nombre de ces dernières provenaient toutefois de migrants en situation irrégulière, qui ne sont pas éligibles au dispositif, et seule une proportion "minimale" venait de chômeurs éligibles. La même distribution géographique a par ailleurs été relevée, avec une surreprésentation des candidatures madrilénes.
- Le **syndicat des petits agriculteurs et éleveurs** (UPA) comptabilise 400 candidatures sur sa plateforme, elle-aussi lancée récemment. Il indique que peu de recrutements de chômeurs se font dans les zones rurales (Murcie, Huelva), les agriculteurs ayant davantage recours aux travailleurs locaux déjà embauchés lors des saisons précédentes.

Il n'existe cependant pas à l'heure actuelle d'estimation précise du nombre de candidatures effectivement recevables, et du nombre de contrats effectivement signés.

### **Adaptation des critères de proximité par les régions pour le recrutement de main d'œuvre agricole.**

Comme indiqué par le ministre de l'Agriculture lui-même, ce sont les Communautés autonomes qui sont en charge du déploiement des mesures de recrutement de main d'œuvre agricole contenue dans le décret-loi Royal 13/2020 du 7 avril. Les critères de proximité retenus pour effectuer les appariements varient donc d'une région à l'autre : 80km pour la Rioja ; l'entièreté du territoire régional en Aragon et en Castille-la-Manche, et même, en plus du territoire régional, 30km au-delà dans les régions limitrophes pour la Castille-et-León. Certains travailleurs se disent toutefois freinés par la distance qui les sépare des exploitations, et par les coûts qu'un transport aller-retour implique s'il n'est pas pris en charge.

**La Castille-et-León milite pour l'ouverture des frontières aux travailleurs étrangers.** L'administration de Castille-et-León, et en particulier son conseiller aux affaires agricoles Jesús Julio Carnero, continue d'être très préoccupée par le manque de main d'œuvre agricole, en particulier pour certaines tâches nécessitant des qualifications précises telles que la tonte des ovins. Elle indique être en discussion avec le ministère de l'Agriculture pour permettre l'entrée de quelques 400 professionnels, originaires d'Uruguay et d'Europe de l'est, qui font habituellement le voyage tous les ans. D'autres secteurs ont exprimé des besoins en main d'œuvre régionale : près de 400 travailleurs pour la récolte des pommes de terre nouvelles, entre 600 et 800 pour les fruits rouges (fraises et framboises), et près de 1 000 pour la taille des vignes. S'agissant des vendanges, l'administration espère que la situation sera "revenue à la normale" d'ici là.

**Manque de masque pour les travailleurs sur les exploitations.** Le syndicat CC.OO dénonce en effet l'absence d'application des mesures de protection élémentaires, à savoir la mise à disposition de masque et le respect de la distanciation sociale, dans certaines parcelles maraîchères situées aux alentours de Carthagène (Murcie). Il indique que seules les exploitations situées en bordure des axes routiers fréquentées sont équipées, car davantage visibles, et appelle à davantage de contrôle de l'inspection du travail. Le syndicat note toutefois une nette amélioration depuis le début du confinement, époque décrite comme "un chaos absolu" en matière de respect des règles.

**Recours nécessaire au chômage partiel pour certains acteurs de la filière viticole, suite à la chute d'activité au premier trimestre.** Le groupe *Bodegas Riojanas*, qui regroupe plusieurs producteurs de la région de la Rioja, a annoncé lui aussi la mise en place d'ERTE (chômage partiel) pour une partie du personnel, face à la chute importante de son chiffre d'affaire (-29%) et de ses bénéfices (-67,2%) au premier trimestre. Les ventes sur la période auraient chuté de 23,7% à l'échelle nationale et de 49,5% à l'international. Ses mesures concerneront l'activité d'œnotourisme (avec prise d'effet rétroactive dès le 30 mars) ainsi que l'activité commerciale auprès de la restauration hors domicile (prise d'effet en avril). Des mises en chômage partiel dans les exploitations de production seront également sollicitées, en fonction des taux d'activité conservés par chaque exploitation. D'autres entreprises de la filière ont également opté pour ces ERTE ciblées : *Osborne, Freixenet, Torres* ou encore *Zamora Company*. Certaines (*Protos, Marqués del Atrio* ou encore *Félix Solís Avantis*) ont toutefois réussi à les éviter pour l'instant.

**La reconnaissance des cas de Covid-19 comme « accident du travail » ne fait pas l'unanimité dans la profession.** Pour la branche fruits du syndicat des jeunes agriculteurs et éleveurs de Catalogne (JARC), il s'agit d'une mauvaise mesure qui complique plus encore la disponibilité de main d'œuvre agricole suffisante pour les récoltes. Classer le statut positif au Covid-19 comme maladie professionnelle signifie en effet qu'on considère que l'infection a eu lieu sur le lieu de travail, et qu'il est donc nécessaire de tester et/ou de mettre en quarantaine le personnel ayant été en contact avec le patient. Or, le syndicat indique qu'il n'est absolument pas certain que l'infection ait eu lieu sur le lieu de travail, et qu'il est donc préférable de la classer comme "maladie courante", et d'enquêter ensuite au cas par cas, pour éviter trop de ralentissements des opérations de récolte.

### **Actions de solidarité - aide alimentaire**

**Hausse nette du nombre de bénéficiaires des banques alimentaires de Madrid.** La Banque alimentaire de Madrid servait en mars 150 000 personnes dans la région, ils sont aujourd'hui 190 000. Les demandes ont augmenté de 30 % en raison de la pandémie. Elle disposait de stock pour trois mois mais, à ce rythme, elle se retrouve déjà à court. Les soupes populaires ont quant à elles quadruplé le nombre de bénéficiaires qu'elles servent chaque jour. Caritas met également en garde : "Les demandes d'aide ont triplé et 40% de ces demandes proviennent de personnes qui le font pour la première fois". Madrid est déjà confrontée à une autre courbe de pandémie : une courbe sociale, celle de la pauvreté.

**La Guardia civil fait don de deux tonnes de nourriture à la banque alimentaire de Saragosse.** La Guardia Civil a mené une campagne de collecte de nourriture dans toutes les casernes d'Aragon et a réussi à collecter deux tonnes de produits alimentaires qui ont été données à la banque alimentaire de Saragosse. La collecte a débuté le 8 avril et répondait à l'appel lancé par l'association caritative *Benemérita* face aux difficultés qu'elle rencontrait pour maintenir son activité pendant la crise sanitaire.

**World Central Kitchen et la Banque alimentaire distribuent plus de 2 400 repas aux soupes populaires de Séville.** La fondation World Central Kitchen, en collaboration avec la Banque alimentaire de Séville, a renforcé le réseau municipal de sécurité alimentaire avec la distribution de plus de 2 400 repas. Le maire de Séville et le délégué à la Protection sociale, l'Emploi et la coordination des plans globaux, ont rendu visite cette semaine aux bénévoles de la fondation et de la Banque alimentaire qui ont lancé ce nouveau programme faisant partie du réseau municipal de sécurité alimentaire de la ville coordonné depuis le conseil municipal et dont 29 000 familles ont déjà bénéficié depuis le début de la crise sanitaire.

### **Pêche maritime et aquaculture**

**Pêche à l'anchois : début de campagne compliquée au Pays basque espagnol.** Le syndicat UGT réclame au gouvernement régional l'adoption de mesures particulières pour soutenir la campagne de pêche à l'anchois, qui a débuté la semaine dernière. Outre des prix particulièrement bas (0,60 €/kg), les travailleurs sont confrontés à des problèmes de déplacement journaliers en raison de la réduction des transports en commun. UGT demande notamment la mise en place de navettes.

**A Cadix, début de saison pour le thon rouge de madrague.** Les « madragues de Cadix », regroupées dans l'Organisation des producteurs de poisson OPP51 (*Zahara de los Atunes, Conil et Tarifa*) ont commencé leur saison de pêche le 25 avril. Une partie des prises ira à la Banque alimentaire. Au total, environ 60 spécimens de thon rouge sauvage provenant des madragues de Zahara ont été déchargés au port d'*Albufera de Barbate* pour être ensuite préparés et commercialisés, frais et surgelés à moins de 60 degrés, comme l'a indiqué l'organisation *Wild Red Tuna Trap* dans un communiqué de presse.

**Le principal port de pêche de la province galicienne de Pontevedra adopte un nouveau protocole de détection au Covid-19.** L'association des pêcheurs du port de Vigo a annoncé le 27 avril, la mise en place d'un nouveau protocole au Covid-19 comprenant la réalisation de deux tests de détection, RT-PCR et sérologique, ainsi que l'introduction d'une quarantaine préalable pour les 120 pêcheurs prêts à s'embarquer dans les prochaines semaines, afin d'éviter tout risque de contagion en haute mer.

**Les associations espagnoles de pêche de Méditerranée davantage touchées par la chute des ventes provoquées par la crise du Covid-19.** Selon une étude publiée par la Fondation ENT, les associations du secteur de la pêche de la façade méditerranéenne (Catalogne, Valence, province andalouses d'Almería, Grenade et Malaga) ont particulièrement souffert de l'entrée en vigueur de l'état d'alerte (le 14 mars dernier) et de la fermeture du secteur de la restauration qui s'en est suivie, en raison de leur plus grande dépendance du canal de vente de poisson frais (70% dans certaines zones contre une moyenne de 23% sur l'ensemble de l'Espagne).

**Le principal port de Galice demande une révision des annonces faites par l'Etat quant à la réduction des redevances portuaires afin d'amortir l'impact de la crise au Covid-19.** La FUPV (Fédération des utilisateurs du Port de Vigo) principal port de cette région, réunissant plus de 600 entreprises estime insuffisante la réduction des redevances portuaires (20%) annoncées par "Puertos del Estado" (organe public régissant l'activité sur les ports espagnols). C'est pourquoi, FUPV demande un plus gros effort de la part de cette autorité, ainsi qu'une réduction rétroactive de celles-ci afin qu'elles prennent en compte toute la période qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur de l'état d'alerte.

## **PORTUGAL**

### **Circulation des marchandises et des personnes**

**L'approvisionnement alimentaire reste assuré.** La ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a déclaré que la priorité était désormais de mobiliser suffisamment de main d'œuvre agricole pour assurer le bon déroulement des récoltes. La ministre a également souligné que cette crise rapprochait les consommateurs des produits locaux, notamment à travers des campagnes comme « Nourrissez ceux qui vous nourrissent ». S'agissant de l'approvisionnement de biens, le ministère n'a pas relevé de pénuries sur le marché intérieur jusqu'à présent et considère que l'approvisionnement alimentaire se déroule normalement.

### **Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire**

**Réaction de la ministre de l'Agriculture aux nouvelles mesures communautaires.** La ministre de l'Agriculture, M. do Céu Albuquerque, a déclaré que ces mesures étaient globalement positives et traitaient certaines des problématiques identifiées par le Portugal. Néanmoins, elle a souligné la nécessité de renforcer ou de clarifier certaines de ces mesures, considérant qu'elles ne sont pas suffisantes pour soutenir les secteurs qui connaissent le plus de difficultés.

### **Distribution**

**La crise entraîne des pertes conséquentes pour certaines filières agroalimentaires.** Le président de la Fédération portugaise des industries agro-alimentaires (FIPA) a souligné que le fonctionnement du secteur agroalimentaire restait relativement normal, mais que les pertes étaient significatives pour certaines filières. L'industrie agroalimentaire a réalisé l'an dernier un CA d'environ 18 Md€ dont 5 Md€ à l'exportation. A ce stade, le total des pertes dues à la crise sanitaire n'est pas encore chiffré. Néanmoins, selon la FIPA, certaines filières, comme celle des fleurs et des plantes, connaissent une baisse de 70 % de leurs ventes, étant particulièrement affectées par le recul des exportations. Toutefois, les entreprises de l'agroalimentaire les plus pénalisées sont celles dont les hôtels et restaurants représentent plus de la moitié des ventes. C'est notamment le cas des entreprises du secteur des vins, ayant enregistré des chutes de leurs ventes de 50 % en moyenne, avec une ampleur comprise entre 20 % à 100 %, selon la secrétaire générale de l'Association portugaise des vins et spiritueux (ACIBEV).

### **Mesures de gestion de la main d'œuvre**

**Lors d'un débat parlementaire, António Costa a déclaré qu'il était nécessaire de penser, à court terme, à une ouverture exceptionnelle des frontières extérieures** pour permettre l'entrée de travailleurs saisonniers afin de ne pas perdre la production agricole de cette année. Il a notamment insisté sur l'exemple urgent de la récolte des cerises de Fundão (centre du Portugal).

### **Actions de solidarité - aide alimentaire**

**Plus de 700 producteurs se sont inscrits sur la plateforme en ligne ouverte par le Gouvernement dans le cadre de la campagne « Nourrissez ceux qui vous nourrissent ».** À la suite du lancement, le 7 avril, de la campagne « Nourrissez ceux qui vous nourrissent » pour promouvoir la consommation de produits locaux, la ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a indiqué que le projet avait déjà permis plus de 50 000 interactions entre producteurs et potentiels consommateurs.

**Les supermarchés Continente (groupe Sonae) ont acheté, jusqu'à la fin mars, plus de 71,3 M€ de produits nationaux,** soit 5 M€ de plus qu'au cours des trois premiers mois de l'année dernière. Cette augmentation des achats par le groupe vise notamment à soutenir la production nationale.

## **Secteur Forêt-bois**

**Le secteur de l'ameublement, avec un total de 4 500 entreprises et 31 000 salariés, estime que la crise sanitaire aura un impact négatif de 30 % sur le CA par rapport à 2019.** Compte tenu du profil exportateur du secteur, l'impact de la pandémie a commencé à se faire sentir avant même l'arrivée du virus au Portugal, et ses conséquences devraient se prolonger au-delà de la levée des mesures nationales de restriction. La France et l'Espagne ayant représenté 60 % des ventes à l'étranger au cours des premiers mois de l'année, la reprise de l'activité économique sur ces deux marchés sera essentielle pour le secteur portugais. Le secteur estime que 15 % de ses emplois devraient être supprimés d'ici décembre.